



## PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction de la stratégie et des moyens

Service du développement territorial

Bureau de l'aménagement durable

### INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté Préfectoral Complémentaire  
n° 2012185-0006**

**portant renouvellement d'agrément**

**SA AFM RECYCLAGE**

Centre VHU -stockage, démontage et dépollution de  
véhicules hors d'usage-

Commune de BORDERES SUR L'ECHEZ

**Le Préfet des Hautes-Pyrénées,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le titre I<sup>er</sup> du livre V de la partie législative du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le titre 1<sup>er</sup> du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, et en particulier ses articles R. 543-156 à R. 543-171 relatifs aux véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpe ou de broyage des véhicules hors d'usage notamment son article 4 qui stipule :

*« l'agrément est délivré pour une durée maximale de six ans, renouvelable. S'il souhaite obtenir le renouvellement de son agrément, le titulaire en adresse la demande au moins six mois avant la date de fin de validité de l'agrément en cours » ;*

VU l'arrêté préfectoral du 26 Avril 1991 autorisant Monsieur Jean DAYET à exploiter une activité de récupération de métaux et de véhicules hors d'usage, sur le territoire de la commune de BORDERES SUR ECHEZ ;

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 05 Juillet 2001 délivré à la S.A. AFM RECYCLAGE ;

VU l'arrêté préfectoral portant agrément du 02 juin 2006 autorisant la S.A. AFM RECYCLAGE à exploiter une installation de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage, chemin de Gayan – Zone industrielle, sur le territoire de la commune de 65320 BORDERES-sur-L'ECHEZ ;

VU le courrier de l'exploitant du 18 novembre 2011 relatif à la demande de renouvellement d'agrément de son centre VHU et les compléments de dossier transmis le 26/01/2012 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 mai 2012 ;

**CONSIDERANT** que la S.A. AFM RECYCLAGE est agréée pour exploiter un centre VHU jusqu'au 05 juin 2012 et qu'elle a sollicité le préfet des Hautes-Pyrénées en date du 18 novembre 2011 pour le renouvellement de son agrément initial n° PR 65 00001 D ;

**CONSIDERANT** que les éléments transmis par le pétitionnaire en date du 18 novembre 2011 ainsi que les compléments transmis le 26 janvier 2012 sont suffisants pour juger le dossier de renouvellement d'agrément recevable eu égard aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a pas émis d'observation, au terme du délai de quinze jours imparti à cet effet, sur le projet d'arrêté préfectoral porté à sa connaissance par courrier du 8 juin 2012 ;

**Sur** proposition de Mme la Secrétaire Générale de la préfecture,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : RENOUELEMENT AGRÉMENT**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral portant agrément n° PR 65 00001 D, délivré le 02 juin 2006, restent applicables au centre de VHU exploité par la S.A. AFM RECYCLAGE situé chemin de Gayan – Zone industrielle, sur le territoire de la commune de BORDERES sur L'ECHEZ.

L'agrément est renouvelé pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les dispositions de l'arrêté d'autorisation du 26 avril 1991 restent applicables.

### **ARTICLE 2 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

### **ARTICLE 3 : MESURES DE PUBLICITÉ**

Une copie de cet arrêté sera déposée à la mairie de BORDERES sur L'ECHEZ et à la préfecture des Hautes-Pyrénées – bureau de l'aménagement durable – et pourra y être consultée par les personnes intéressées, pendant une durée minimale d'un an (aux heures d'ouverture des bureaux), ainsi que sur le site internet des services de l'Etat, à l'adresse suivante <http://www.prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr>.

En outre, un avis et une copie de l'arrêté seront affichés à la mairie de BORDERES sur L'ECHEZ, pendant une durée minimale d'un mois dans les lieux habituels d'affichage municipal.

Cet avis sera également affiché à la Préfecture des Hautes-Pyrénées, aux lieux habituels de l'affichage au public, durant la période précitée.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire concerné et du Préfet des Hautes-Pyrénées.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 4 : EXÉCUTIONS**

- La Secrétaire Générale de la Préfecture,
- le Maire de BORDERES sur L'ECHEZ,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera adressée :

- pour notification, à la S.A. AFM RECYCLAGE sise chemin de Gayan – zone industrielle, à BORDERES sur L'ECHEZ.

Tarbes, le 3 juillet 2012



Jean-Régis BORJUS

